

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MÉDICO-SOCIAUX : NOUS EXIGEONS DES MOYENS À LA HAUTEUR DES BESOINS !!

Depuis plusieurs années, nous, professionnels médico-sociaux des MDS du Département de la Charente, alertons nos responsables et nos élus au sujet des difficultés de nos métiers et de nos conditions de travail sans réponse à la hauteur des enjeux. En effet, les situations des enfants et des familles sont de plus en plus dégradées et la crise que nous vivons actuellement en lien avec l'épidémie de COVID 19 ne les a qu'accentué. Nous n'avons plus les moyens d'exercer au mieux nos missions de Prévention et de Protection des publics charentais les plus fragiles. Notre institution et nos élus nous demandent de continuer à assurer des missions de service public toujours plus complexes tout en fragilisant les effectifs sur le terrain. Les TAS font face à une pénurie de personnel.

Sur le Secteur Enfance de nombreux postes sont laissés vacants du fait d'arrêts maladie, de départs, de non remplacement suite à des mobilités. Sur le seul TAS de l'Angoumois, 8 postes sur 22 (soit environ 1/3 de l'effectif) ne sont pas remplacés. Cela représente plus de 200 enfants en danger ou en risque de danger non accompagnés. Les situations les plus dégradées doivent être gérées par les professionnels restants, ce qui n'est pas sans incidence sur leurs propres accompagnements et leur santé au travail. Les assistants familiaux sont eux aussi largement impactés par cette situation et se retrouve souvent seuls à devoir gérer des enfants avec parfois des troubles majeurs du comportement. Les décisions prises par les juges des enfants font l'objet de délais d'attente inacceptables ou ne sont pas appliquées. Les mesures à domicile se mettent en place après de plusieurs mois et certains enfants faisant l'objet d'une mesure de placement n'ont pas de lieu d'accueil. Ils doivent donc rester dans leur famille avec tous les risques de danger que cela induit.



Sur le Secteur Prévention Insertion c'est aujourd'hui environ 600 familles qui ne bénéficient pas de l'accompagnement nécessaire à la prise en charge de leur situation ce qui engendre un accroissement conséquent de travail pour les collègues présents. Les bénéficiaires du RSA, toujours plus nombreux du fait de la crise actuelle, sont les premiers impactés par le manque de personnel et les choix politiques du Département de la Charente. Pour exemple, les fonds financiers alloués au Département dans le cadre du Plan Pauvreté n'ont pas bénéficié aux charentais les plus démunis. Cet argent a servi à recruter des chargés de mission (dont les missions restent floues) et à financer une formation auprès des travailleurs sociaux pour « remettre les bénéficiaires du RSA au travail ». Les informations préoccupantes de plus en plus nombreuses induisent une charge de travail supplémentaire et ne peuvent parfois pas être traitées dans des délais raisonnables.



Sur le secteur Protection Maternelle et Infantile la pénurie de médecin est toujours d'actualité, des infirmières puéricultrices en arrêt maladie ne sont actuellement pas remplacer. Du fait du manque de médecins généralistes et de pédiatres en Charente ainsi qu'une précarisation de la population, la PMI fait face à une augmentation massive des demandes de rendez-vous et de suivis.



Sur le secteur Equipe Premier Accueil Administratif et de Communication les conditions de travail sont aussi dégradées par de nombreux arrêts non remplacés et les agents sont en premières lignes pour recueillir les demandes des charentais avec des entretiens de plus en plus approfondis et des missions de plus en plus complexes. Leurs compétences ne sont pas valorisées ni reconnues à leur justes valeurs.

Rappelons que depuis la fin du premier confinement, les MDS font parties des rares services publics ouverts à l'accueil physique du public. Elles restent donc en première ligne pour recevoir des charentais de plus en plus démunis avec un risque de passage à l'acte augmenté.

Ces manques de moyens ont des effets sur nos pratiques professionnelles : épuisement, burn-out, turn-over des équipes, « crises » de vocation... Nombreux sont nos collègues qui nous quittent pour d'autres horizons professionnels. Pourtant nous y croyons encore et nous cultivons la volonté du travail bien fait. Notre engagement perdure et nous voulons le faire entendre.

Pour l'ensemble de ces raisons **nous appelons à la grève le mardi 8 juin** et à la fermeture des MDS.

**Rendez-vous à 9h devant le parvis du Département
31 bd Emile ROUX à ANGOULÊME.**

NOUS REVENDIQUONS

Des postes :

- diminution du nombre de situations par travailleur social pour le secteur enfance (30 situations maximums) et pour secteur prévention insertion (120 dossiers maximum)
- renfort sur les équipes dès que l'on dépasse ces chiffres
- renfort de l'équipe de volantes (assistants sociaux, agent EPAAC, infirmières puéricultrices)
- rétablissement des primes du régime indemnitaire pour les contractuels dès leur premier jour d'emploi
- Attribution des NBI « quartiers prioritaires de la politique de la ville » et « zone à caractère sensible » à tous les agents.

Des places d'accueil :

- une politique plus volontariste pour un accueil de qualité des enfants confiés
- un plan de recrutement d'assistants familiaux avec formation et accompagnement de qualité afin d'augmenter la capacité d'accueil et d'honorer les placements.